



## CHAPITRE 150

### LOI CONCERNANT LES JURÉS

**1.** La présente loi peut être citée sous le nom de *Loi Titre abrégé. des jurés*. S. R. (1909), 3404; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

#### SECTION I

##### DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

**2.** Dans la présente loi le mot "municipalité" comprend toute corporation municipale située en tout ou en partie dans le rayon déterminé à l'article 5, mais ne comprend pas les municipalités de comté; et les mots "la cour" signifient la cour ayant juridiction criminelle ou civile, selon le cas, siégeant aux temps et lieu où chacune des dispositions de la présente loi dans laquelle ces mots se rencontrent, doit être mise en vigueur. S. R. (1909), 3405; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Interprétation de certains mots.

**3.** La présente loi ne s'applique qu'aux matières criminelles, sauf les cas dans lesquels le contexte en étend clairement les dispositions à d'autres fins. S. R. (1909), 3406; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Application de cette loi.

#### SECTION II

##### DE LA QUALITÉ DES JURÉS

§ 1.—*Des personnes habiles à remplir les fonctions de grand et de petit juré*

**4.** Nul ne peut remplir les fonctions de grand ou de petit juré à moins qu'il ne remplisse les conditions suivantes: Qualités requises des jurés.

- 1° Être du sexe masculin;
- 2° Avoir vingt et un ans révolus;
- 3° Être un sujet britannique de naissance ou par naturalisation;
- 4° Être domicilié dans une municipalité située en tout ou en partie dans le rayon déterminé à l'article 5;

5° Être porté sur le rôle d'évaluation de la municipalité où l'on est domicilié comme propriétaire, locataire ou occupant d'immeubles, tel que déterminé à l'article 6. S. R. (1909), 3407; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Jurés choisis  
dans un rayon  
de 40 milles  
de la Cour.

5. Dans tous les districts de la province, les jurés sont choisis parmi les personnes ayant les qualités requises et domiciliées, sauf dans le district d'Abitibi, dans une municipalité, située en tout ou en partie, dans un rayon de quarante milles du siège du tribunal.

District d'Abitibi.

Pour le district d'Abitibi, ce rayon est étendu à soixante milles du siège du tribunal. S. R. (1909), 3408; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Personnes  
inscrites sur  
la liste des  
jurés.

6. Les personnes suivantes, domiciliées dans une des localités mentionnées ci-dessous, qui possèdent les autres qualités requises, sont seules inscrites sur la liste des jurés:

1° Les propriétaires d'immeubles d'au moins la valeur ci-après indiquée; et

2° Les locataires ou occupants d'une ferme ou d'une résidence d'au moins la valeur annuelle ci-après indiquée:

Domicile	Propriétaire	Locataire ou occupant
		Valeur locative annuelle
Cités de Québec et de Montréal.....	\$ 4,000.00	\$ 500.00
Autres cités et villes de plus de 20,000 âmes.....	3,000.00	400.00
Autres cités et villes.....	2,000.00	300.00
Dans toutes les municipalités, autres que les cités et villes.....	1,000.00	200.00.

S. R. (1909), 3409; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

§ 2.—Des personnes inhabiles à remplir les fonctions de grand et de petit juré

Ann. 17 Geo V. c. 51, s. 1

Personnes  
inhabiles à  
servir comme  
jurés.

7. Les personnes suivantes sont respectivement inhabiles à être grands ou petits jurés:

1° Tout sujet britannique né en dehors de la province de Québec qui y est domicilié depuis moins de trois ans;

2° Tout sujet britannique par naturalisation domicilié dans la province de Québec depuis moins de dix ans à compter de sa naturalisation;

3° Celles qui souffrent de cécité, de surdité ou d'autre infirmité corporelle ou mentale incompatible avec l'accomplissement des devoirs de juré:

4° Celles qui sont arrêtées ou sous caution, sur accusation d'une infraction punissable par six mois d'emprisonnement ou plus, ou qui en ont été trouvées coupables;

5° Celles qui ne parlent pas couramment l'une des deux langues officielles. S. R. (1909), 3410; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

§ 3.—*Des personnes exemptes de remplir les fonctions de grand et de petit juré*

8. Les personnes suivantes sont exemptes de servir comme grands ou petits jurés:

Personnes  
exemptées de  
servir comme  
jurés.

1° Les membres du clergé;

2° Les membres du Conseil privé, du Sénat ou de la Chambre des Communes du Canada;

3° Les membres du Conseil exécutif, du Conseil législatif ou de l'Assemblée législative;

4° Les juges de la Cour suprême du Canada, de la Cour du banc du roi, de la Cour supérieure, de la Cour de circuit, les juges des sessions, les magistrats de district et les recorders;

5° Les fonctionnaires et officiers qui participent à l'administration de la justice;

6° Les officiers des cours de Sa Majesté;

7° Les constables et détectives provinciaux et municipaux;

8° Les personnes préposées au départ des trains (*train dispatchers*);

9° Les pompiers;

10° Les personnes ayant plus de soixante-cinq ans;

11° Celles qui ont été assignées comme jurés et qui ont comparu en cette qualité devant la Cour du banc du roi, pour les cinq années qui suivent leur comparution.

Le tribunal ou le juge peut, suivant les circonstances et si l'intérêt public le permet, accorder l'exemption à d'autres personnes sur demande écrite contenant les causes d'exemption.

Exemptions  
spéciales.

Cette demande doit être appuyée d'un affidavit et faite dans le délai prescrit à l'article 61 pour les demandes d'exemption, et, si elle est faite après ce délai, l'affidavit doit contenir les raisons qui ont empêché le requérant de produire sa demande dans le délai prescrit. S. R. (1909), 3411; 15 Geo. V, 51, s. 1.

Affidavit à  
l'appui de la  
requête.

## SECTION III

## DE LA CONFECTION ET DE LA REVISION DE LA LISTE DES GRANDS ET PETITS JURÉS

§ 1.—*De l'officier spécial*

Officierspé-  
cial, etc.

*Ann.*  
16 S.V.C. 14.4.33.

**9.** Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil:

1° De nommer, dans chaque district, un officier spécial qui est chargé d'examiner et de reviser la liste des grands et petits jurés ou de la renouveler suivant le cas;

2° De nommer les personnes qu'il juge nécessaire pour assister cet officier spécial;

3° De déterminer la rémunération de l'officier et des personnes qu'il a ainsi nommées. S. R. (1909), 3412; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Serment de  
l'officier spé-  
cial, etc.

**10.** Avant d'entrer en fonction, l'officier spécial et ses assistants doivent prêter les serments d'allégeance et d'office.

Registre des  
serments.

Ces serments sont prêtés devant le greffier de la couronne qui doit en tenir registre. S. R. (1909), 3413; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Réception  
des serments.

**11.** L'officier spécial et ses assistants peuvent recevoir les serments requis pour la confection et la revision de la liste des jurés. S. R. (1909), 3414; 15 Geo. V, c. 51, s. 1

Confection de  
la liste.

**12.** L'officier spécial procède à la confection ou à la revision de la liste des jurés conformément aux dispositions de la présente loi.

Extraits des  
rôles, etc.

Il reçoit les extraits des rôles d'évaluation et les renseignements écrits qui doivent lui être fournis par les greffiers ou secrétaires-trésoriers des municipalités.

Examen  
des rôles.

Il examine les extraits et les listes qui lui sont fournis et il inscrit sur la liste des jurés les noms des personnes possédant les qualités requises pour servir comme jurés et qui ne sont pas incapables ou exemptées de servir. S. R. (1909), 3415; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Obtention des  
renseigne-  
ments requis.

**13.** Si l'officier spécial ne reçoit pas en temps utile les extraits ou les listes que doivent lui fournir les greffiers ou secrétaires-trésoriers, ou si les détails contenus dans ces listes sont trouvés insuffisants, douteux ou incertains, il peut obtenir des renseignements additionnels et choisir le mode qu'il juge à propos pour obtenir ces renseignements.

Pouvoirs de  
l'officier spé-  
cial à cette  
fin.

A cette fin, il est autorisé à prendre lui-même ou à faire prendre par toute autre personne munie de son autorisation écrite, communication des rôles d'évaluation et des autres documents qui lui sont nécessaires, et il peut exiger que les estimateurs soient tenus de lui four-

nir les renseignements qu'ils ont recueillis en préparant le rôle d'évaluation.

Il peut aussi interroger, sous serment, toute per- Interroga-  
toires, etc.  
sonne pour obtenir les renseignements dont il a besoin.

Il a aussi accès, gratuitement, aux registres tenus Accès aux  
registres.  
par les registrateurs. S. R. (1909), 3416; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

**14.** Lorsque l'officier spécial meurt ou refuse, négli- Remplace-  
ment de l'off.  
spécial, dans  
certains cas.  
ge ou devient incapable d'agir, il est remplacé par la per-  
sonne que le lieutenant-gouverneur en conseil nomme  
à cette fin.

Pendant que dure la vacance ou l'empêchement, le Pouvoir du  
suppléant.  
suppléant de l'officier spécial, après avoir prêté serment  
conformément à l'article 10, a, aux fins de la présente  
loi, les pouvoirs et devoirs de l'officier spécial pour com-  
pléter les opérations de celui-ci. S. R. (1909), 3417; 15  
Geo. V, c. 51, s. 1.

§ 2.—*Des devoirs des greffiers et des secrétaires-trésoriers  
des municipalités*

**15.** Chaque fois qu'il est nécessaire de renouveler la Extrait du  
rôle d'évalua-  
tion lorsque  
la liste est  
renouvelée.  
liste des jurés, le greffier ou le secrétaire-trésorier de  
toute municipalité doit, sur demande de l'officier spé-  
cial, préparer ou faire préparer un extrait du rôle d'éva-  
luation contenant les noms de toutes les personnes du  
sex masculin inscrites sur ce rôle comme propriétaires,  
locataires ou occupant d'immeubles de la valeur men-  
tionnée à l'article 6. S. R. (1909), 3418; 15 Geo. V, c.  
51, s. 1.

**16.** Cet extrait, préparé suivant la formule 1. doit Contenu de  
l'extrait.  
constater:

1° Les noms et prénoms des personnes qui y sont  
portées;

2° Leur domicile;

3° Leur état ou occupation et leur qualité de pro-  
priétaire ou locataire, ainsi que le montant de leur éva-  
luation;

4° La ou les langues officielles parlées couramment  
par ces personnes;

5° Une indication des personnes qui, dans l'opinion  
de celui qui prépare l'extrait, sont inhabiles à agir comme  
jurés ou exemptes de servir comme tels;

6° Les raisons d'inhabilité ou d'exemption de ces  
personnes;

7° Tous les détails et renseignements de nature à  
permettre à l'officier spécial de contrôler les raisons  
d'inhabilité ou d'exemption.

Privilège. Les déclarations ci-dessus sont privilégiées. S. R. (1909), 3419; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Liste supplé-  
mentaire. **17.** Après chaque homologation ou revision du rôle d'évaluation, le greffier ou le secrétaire-trésorier de chaque municipalité doit délivrer à l'officier spécial une liste supplémentaire, suivant la formule 2, contenant:

Son contenu. 1° Les noms et prénoms des propriétaires, locataires ou occupants d'immeubles de la valeur mentionnée à l'article 6, ajoutés au rôle d'évaluation;

2° Les noms des propriétaires, locataires ou occupants mentionnés dans les extraits ou les listes transmis à l'officier spécial, qui sont rayés du rôle d'évaluation;

3° Les raisons pour lesquelles ces noms sont rayés;

4° Les autres renseignements, énumérés dans l'article 16, en y changeant ce qu'il peut être nécessaire de changer. S. R. (1909), 3420; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Renseignements exigés des sec.-trésoriers. **18.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut à discrétion, nonobstant les dispositions des articles 16 et 17, diminuer ou augmenter les sommes de renseignements exigés de chaque greffier ou secrétaire-trésorier et modifier les formules en conséquence. S. R. (1909), 3421; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Confection d'un double de l'extrait ou de la liste supplémentaire. **19.** Le greffier ou secrétaire-trésorier doit faire un double de chaque extrait ou de chaque liste supplémentaire dont la transmission doit être faite à l'officier spécial comme susdit, et le garder dans son bureau, dans un endroit où le public peut en prendre gratuitement communication. S. R. (1909), 3422; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Attestation de l'exactitude de la liste ou de l'extrait. **20.** Tout extrait ou toute liste supplémentaire doit être accompagné d'une déclaration attestée par le greffier ou secrétaire-trésorier, sous son serment d'office, par laquelle il affirme qu'il croit à l'exactitude de cet extrait, de cette liste supplémentaire et des renseignements qui y sont contenus. S. R. (1909) 3423; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Honoraires du greffier ou sec.-trésorier. **21.** Le greffier ou secrétaire-trésorier a droit de recevoir de la corporation ou du conseil municipal dont il est l'officier, la somme de cinq centins pour chaque nom formant l'objet d'une entrée faite par lui dans cet extrait ou dans cette liste supplémentaire, et de cinquante centins pour chaque déclaration attestée sous

serment qu'il est tenu de donner, et ce, sur la production du certificat de l'officier spécial constatant que cet extrait ou cette liste supplémentaire est fait de la manière voulue par la présente loi. S. R. (1909), 3424; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

**22.** Si un greffier ou un secrétaire-trésorier néglige de faire transmettre un extrait ou une liste supplémentaire, selon le cas, dans le délai et de la manière prescrits par la présente loi, l'officier spécial doit se les procurer du greffier ou du secrétaire-trésorier en défaut; et il est autorisé, suivant l'article 13, à prendre communication des rôles d'évaluation et des autres documents qui lui sont nécessaires pour dresser cet extrait ou cette liste supplémentaire, et il peut recouvrer de la municipalité, sauf recours de cette dernière contre ce greffier ou secrétaire-trésorier, devant tout tribunal compétent, les frais encourus pour se procurer ces extraits et la liste supplémentaire. S. R. (1909), 3425; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Mode de se procurer les extraits supplémentaires s'ils sont refusés à l'off. spécial.

**23.** Si le rôle d'évaluation n'existe pas dans une municipalité, l'officier spécial doit dresser ou faire dresser, aux frais de cette municipalité, des listes des personnes domiciliées dans la localité, qui ont les qualités exigées pour être jurés.

Listes des personnes, ayant qualité, s'il n'y a pas de rôle d'évaluation.

Ces listes sont dressées d'après les meilleurs renseignements qui peuvent être donnés et sont attestées sous serment par la personne chargée de les dresser.

Mode de les dresser.

Elles sont employées pour les mêmes fins, de la même manière et avec le même effet que si elles étaient des extraits des rôles d'évaluation transmis à l'officier spécial sous l'autorité de la présente loi. S. R. (1909), 3426; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Fins pour lesquelles elles sont employées.

### § 3.—De la confection de la liste des jurés

**24.** Il n'y a pour chaque district qu'une seule liste de jurés, laquelle comprend les grands et les petits jurés. S. R. (1909), 3427; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Une seule liste des jurés.

**25.** L'officier spécial doit procéder à la confection de la liste des jurés le plus tôt possible après le 3 avril, 1925, et ensuite chaque fois que le procureur général le juge nécessaire; mais toute liste doit être renouvelée après une période de dix années à compter de la date de son dépôt au bureau du shérif. S. R. (1909), 3428; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Confection de la liste. Renouvellement.

Examen, etc.,  
de la liste par  
l'offi. spécial.

**26.** Sur réception des extraits des rôles d'évaluation, l'officier spécial doit les examiner, y indiquer les noms des personnes qui, dans son opinion, doivent être inscrites sur la liste des jurés et en établir le nombre. S. R. (1909), 3429; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Mode de con-  
fection de la  
liste.

**27.** L'officier spécial doit ensuite:

1° Établir le nombre total des jurés sur tous les extraits;

2° Inscire, en marge du registre qui doit servir à l'inscription des noms des jurés, une série de numéros d'ordre commençant par le chiffre 1 et se terminant sans interruption par celui correspondant au nombre total des noms des jurés à inscrire;

3° Établir la proportion entre ce nombre total et le nombre de jurés sur chaque extrait;

4° Répartir sur le registre, en prenant successivement de chaque extrait contenant un nombre de noms plus élevé, les noms contenus dans ces extraits, de manière à conserver dans la mesure du possible la proportion établie ci-dessus. S. R. (1909), 3430; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Authenticité  
de la liste.

**28.** La liste des jurés, ainsi inscrite dans ce registre, est rendue authentique par le certificat et la signature de l'officier spécial et par l'approbation du procureur général, et, après cette approbation, il ne peut y être fait de changement que de la manière prescrite dans la présente loi. S. R. (1909), 3431; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Dépôt de la  
liste.

**29.** Après l'approbation de la liste des jurés par le procureur général, le registre qui la contient est transmis au shérif et déposé dans son bureau.

Avis au  
protonotaire.

Il est du devoir du shérif de donner avis de ce dépôt au protonotaire de la Cour supérieure, qui est tenu, sans délai, d'en prendre un extrait ou une copie conformément aux dispositions du Code de procédure civile. S. R. (1909), 3432; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Accès à la  
liste.

**30.** Toute personne a gratuitement libre accès à la liste des jurés déposée dans le bureau du protonotaire, entre neuf heures du matin et quatre heures de l'après-midi de chaque jour juridique. S. R. (1909), 3433; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

#### 4.—De la revision de la liste des jurés

Revision de  
la liste.

**31.** La liste des jurés est révisée par l'officier spécial dans le cours du mois de décembre de chaque



année désignée par un chiffre impair, à moins qu'elle n'ait été faite dans le cours de l'année ainsi désignée.

Cette revision est basée sur les renseignements con- Base de la revision.  
tenus dans les listes supplémentaires obtenues par l'offi-  
cier spécial en vertu de la loi. S. R. (1909), 3434; 15  
Geo. V, c. 51, s. 1.

**32.** Cette revision est faite:

1° En passant un trait à l'encre sur le nom de cha- Mode de la revision.  
que juré qui doit être rayé de la liste;

2° En ajoutant à la liste des jurés, à la suite du nom  
du dernier juré assigné, les noms et prénoms, ainsi que  
le domicile et l'état de toutes les personnes indiquées  
comme nouveaux jurés dans les listes supplémentaires.

Ces noms additionnels sont répartis sur la liste Répartition des noms additionnels.  
des jurés de manière à remplacer, autant que possible,  
les jurés d'une même municipalité dont les noms sont  
rayés, comme suit:

En inscrivant le nom d'un nouveau juré domicilié  
dans une municipalité à la suite d'un juré de la même  
municipalité dont le nom est rayé;

En répartissant la balance des noms additionnels, s'il  
y en a, de la manière prescrite pour la répartition des  
noms des jurés inscrits sur cette liste lors de sa con-  
fection. S. R. (1909), 3435; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

**33.** Lorsqu'un nom est ainsi rayé, la date et la rai- Noms rayés.  
son qui l'a fait rayer doivent être inscrites en regard de  
ce nom, et cette inscription doit être paraphée par l'of-  
ficier spécial.

Lorsque des noms sont ajoutés, chaque nom est ins- Noms ajoutés.  
crit sous le numéro d'ordre du nom qui le précède auquel  
on ajoute la lettre "a", s'il s'agit d'une première revision,  
la lettre "b", s'il s'agit d'une deuxième revision, et ainsi  
de suite pour chaque revision.

Les numéros d'ordre des noms rayés et des noms Numéros d'ordre.  
ajoutés sont énumérés dans le certificat signé par l'offi-  
cier spécial attestant que la revision de la liste des  
jurés a été faite conformément à la loi et aux renseigne-  
ments contenus dans les listes supplémentaires. S. R.  
(1909), 3436; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

**34.** Immédiatement après la revision de la liste des Avis au pro-  
thonotaire et  
correction des  
extraits entre  
ses mains.  
jurés et son approbation par le procureur général, le  
shérif doit notifier cette revision au protonotaire de la  
Cour supérieure, lequel est tenu de corriger immédiate-  
ment l'extrait ou la copie en sa possession pour le rendre  
conforme à la liste des jurés ainsi revisée, et ces correc-

tions doivent être certifiées par le protonotaire. S. R. (1909), 3437; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Noms rayés  
par l'off.  
spécial.

**35.** Si l'officier spécial est satisfait que le nom d'une personne inhabile ou exempte a été par erreur porté sur l'extrait ou la liste supplémentaire qui lui a été délivré, ou qu'un juré est mort ou a transporté son domicile hors de la municipalité, ou est devenu inhabile ou exempt, il doit rayer ce nom de la liste en suivant les formalités prescrites par l'article 33.

Avis au sec.-  
trésorier ou  
greffier.

L'officier spécial doit donner avis de ce changement au greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité, qui est tenu de faire les mêmes changements sur le double de l'extrait ou de la liste supplémentaire en sa possession. S. R. (1909), 3438; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Pouvoir du  
tribunal de  
faire corriger  
la liste.

**36.** Sur plainte accompagnée d'un avis à la partie intéressée, et sur preuve qu'en dressant une liste des jurés, on y a inséré le nom de quelque personne ne possédant pas les qualités requises pour servir comme juré, ou inhabile ou exempte, ou que le nom de quelque personne possédant les conditions exigées pour agir comme tel, y a été omis, le tribunal ou un de ses juges, en vacances, peut ordonner de rayer de cette liste le nom de toute personne ainsi inhabile ou exempte, d'y faire insérer le nom de toute personne habile à remplir les fonctions de juré, ou de faire dresser la liste de nouveau ou de la faire corriger, selon le cas.

Frais.

Le tribunal ou le juge peut alors décerner l'ordre nécessaire dans sa discrétion, quant aux frais occasionnés par ces corrections ou par la confection d'une nouvelle liste. S. R. (1909), 3439; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Valeur des  
listes revisées,  
etc., et con-  
tinuation en  
vigueur.

**37.** Les listes dressées, revisées ou renouvelées, en vertu de tout ordre semblable, ont la même vigueur et le même effet, et restent en vigueur, comme si elles l'avaient été dans le temps prescrit. S. R. (1909), 3940.

§ 5.—*De l'approbation de la liste par le procureur général  
et du paiement du coût de la confection et de  
la revision de la liste*

Transmission  
de la liste au  
proc. général.

**38.** Après chaque confection et après chaque revision de la liste des jurés, l'officier spécial est tenu de transmettre cette dernière, dûment certifiée, au procureur général, pour examen et approbation.

Validité et  
durée de la  
liste.

Si, après cet examen, la liste est approuvée, le procureur général y appose un certificat à cet effet; et, par la suite, la liste est valide et ne peut être contestée pour

une raison quelconque. Elle reste en vigueur jusqu'à l'approbation d'une revision subséquente ou jusqu'à l'approbation d'une nouvelle liste, selon le cas. S. R. (1909), 3441; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

**39.** La rémunération de l'officier spécial et de ses assistants et toutes les dépenses encourues relativement à la confection ou à la revision de la liste des jurés sont payables à même le fonds des bâties et des jurés de chaque district. S. R. (1909), 3442; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

## SECTION IV

## DES TABLEAUX DES JURÉS

**40.** Chaque fois qu'il y a lieu de convoquer les jurés, le shérif du district doit dresser un tableau des grands jurés ou des petits jurés, ou des grands et des petits jurés, selon le cas. Tableau des jurés.

Lorsque les instructions données au shérif ordonnent d'assigner et les grands et les petits jurés, il doit préparer le tableau des grands jurés le premier et préparer ensuite celui des petits jurés, en commençant par le premier nom qui suit le dernier nom inscrit sur le tableau des grands jurés. S. R. (1909), 3443; 15 Geo. V, c. 51, s. 1. Tableau des grands et petits jurés.

**41.** La formation de ces tableaux des jurés varie suivant les dispositions qui s'appliquent à chaque district ou suivant les ordonnances du tribunal ou du juge relativement à l'assignation de jurés mixtes ou autres. S. R. (1909), 3444; 15 Geo. V, c. 51, s. 1. Formation des tableaux varie pour certains districts.

**42.** Dans les districts de Québec et de Montréal, le shérif doit assigner des jurys mixtes, et il doit former les tableaux en y inscrivant en nombre égal des jurés parlant la langue française et des jurés parlant la langue anglaise. Jurys mixtes pour Québec et Montréal.

Il en est de même dans tout district dans lequel l'assignation de jurys mixtes a été ou est autorisée par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, sur l'adresse du grand jury, constatant l'opportunité de cette mesure et approuvée par le juge président le terme. Autres districts.

Il en est aussi de même lorsque l'assignation d'un jury mixte est autorisée par le juge ou par le tribunal en vertu des articles 46 et 47. S. R. (1909), 3445; 15 Geo. V, c. 51, s. 1. Autorisation du tribunal.

**43.** Lorsqu'il n'y a pas lieu d'assigner un jury mixte, le shérif, pour dresser un tableau de jurés, y inscrit le nombre de noms requis en suivant l'ordre de leur inscription. Mode de dresser un tableau s'il n'y a pas lieu.

d'avoir un jury mixte.

cription sur la liste des jurés, en commençant par le premier nom sur la liste lorsqu'elle est nouvellement faite, et, pour chaque tableau subséquent, par le premier nom qui suit celui du dernier juré inscrit sur le dernier tableau et ce, jusqu'à épuisement de la liste, et en recommençant ensuite aussi souvent que nécessaire. S. R. (1909), 3446; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Mode de dresser un tableau de jurés mixtes.

**44.** Lorsqu'il y a lieu d'assigner un jury mixte, le shérif dresse le tableau des jurés de la même manière mais en prenant un égal nombre de noms français et de noms anglais en suivant successivement l'ordre de leur inscription respective sur la liste des jurés, comme si les noms français et les noms anglais étaient inscrits sur deux listes distinctes. S. R. (1909), 3447; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Nombre des grands jurés.

**45.** Dans tous les districts, le tableau des grands jurés doit comprendre seize noms, dont douze grands jurés et quatre grands jurés supplémentaires.

Nombre des petits jurés.

Lorsqu'il y a lieu d'assigner un petit jury mixte, le tableau doit comprendre soixante petits jurés et vingt petits jurés supplémentaires.

Idem.

Dans les autres cas, le tableau des petits jurés doit comprendre cinquante-deux noms, dont quarante petits jurés et douze petits jurés supplémentaires. S. R. (1909), 3448; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Assignation d'un jury mixte.

**46.** Dans les districts où un jury mixte ne peut être assigné sans une ordonnance spéciale, tout juge ayant droit de présider le tribunal peut, sur demande faite pour un jury *de medietate linguae*, s'il le juge opportun, autoriser le shérif du district à assigner un jury mixte.

S'il n'y a pas de juge dans le district.

S'il n'y a pas de juge présent dans le district en temps utile, la demande peut être faite à un juge compétent pour présider le tribunal à Québec ou à Montréal, selon la division d'appel à laquelle appartient le district dont il s'agit.

Mode de l'assignation.

L'assignation dans le cas de cet article est faite en la manière voulue par le sous-paragraphe *b* du paragraphe 2° de l'article 59. S. R., (1909), 3449; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Insertion dans le tableau des qualités spéciales des jurés.

**47.** Si, par la présente loi, ou par un ordre donné sous son autorité, le shérif ou le protonotaire est requis d'insérer, dans un tableau, les noms de personnes ayant une qualité spéciale, soit sous le rapport de la langue ou de l'état, il doit inscrire cette qualité sur le tableau, vis-à-vis le nom du juré, et la désignation de cette qualité fait foi, à première vue, que le juré possède la qualité ins-

crite en regard de son nom. S. R. (1909), 3450; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

**48.** Ni le tableau du grand jury, ni le tableau du petit jury, ni le nom d'une personne quelconque sur ces tableaux, ne sont communiqués, soit verbalement soit autrement, à qui que ce soit par le shérif, ses huissiers, ou par d'autres personnes employées par lui, avant que ces tableaux aient été rapportés au tribunal; et personne ne peut examiner ni prendre connaissance de ces tableaux ni du registre contenant la liste des jurés, excepté l'officier spécial, le shérif ou leurs employés, et le protonotaire pour les fins de l'article 29 à moins d'un ordre spécial du tribunal ou d'un juge. S. R. (1909), 3451; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Communication du tableau n'est donnée qu'après qu'il a été rapporté au tribunal.

## SECTION V

### DE L'ASSIGNATION DES JURÉS

#### §1.—*De l'assignation des jurés dans les affaires criminelles*

**49.** Dans chaque district, excepté dans celui de Montréal, le greffier de la couronne ou le greffier de la paix, suivant le cas, avant de donner instruction au shérif d'assigner des personnes qui doivent servir comme grands jurés ou petits jurés, doit transmettre au procureur général une liste de toutes les causes criminelles qui doivent être instruites au prochain terme ou à la prochaine session de toute cour de juridiction criminelle qui doit y être tenue; et le greffier de la couronne ou le greffier de la paix, ne peut donner instruction au shérif d'assigner un grand jury ou un petit jury pour ce terme, à moins d'y être autorisé par le procureur général.

Excepté à Montréal, la liste des causes criminelles est transmise au procureur général.

Autorisation.

Les grands jurés sont assignés pour la date de l'ouverture du terme et les petits jurés pour le lendemain. Cependant, le procureur général peut, s'il le juge à propos, dans l'intérêt de la bonne administration de la justice, ordonner l'assignation des grands ou des petits jurés pour telle autre date fixée dans l'autorisation qu'il transmet au greffier de la couronne ou au greffier de la paix, conformément aux dispositions ci-dessus, et, dans ce cas, le greffier de la couronne ou le greffier de la paix donne instruction au shérif d'assigner les grands ou les petits jurés pour la date ainsi fixée. S. R. (1909), 3452; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Date pour laquelle les jurés sont assignés.

**50.** Si le shérif ne reçoit pas instruction d'assigner les jurés, le tribunal doit siéger, néanmoins, au temps

Instructions par le tribunal d'assigner

un jury, dans certains cas. fixé par la loi; et, si alors il appert que la chose soit nécessaire pour l'instruction ou le jugement d'une cause portée devant lui, ce tribunal peut ordonner au shérif d'assigner le grand jury ou le petit jury pour le jour auquel il ajourne la cour.

Procédures devant le tribunal.

Toutes les procédures qui ont lieu devant cette cour ainsi ajournée, sont aussi valides que si elles avaient eu lieu devant cette cour à l'époque de ses séances ordinaires; et tout juge présidant le tribunal doit ajourner la cour, de jour en jour, tant qu'il y a des affaires à expédier; mais rien de contenu dans cette disposition ne peut empêcher le tribunal de procéder, en l'absence des grands jurés ou des petits jurés, à l'expédition des affaires qui n'exigent pas la présence des uns ou des autres. S. R. (1909), 3453; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Expédition des affaires qui ne requièrent pas la présence des jurés.

Délai pour instructions au shérif d'assigner les jurés.

**51.** Dans chaque district où l'autorisation du procureur général est requise, le greffier de la couronne ou le greffier de la paix, suivant le cas, doit, sur cette autorisation, donner, au moins trente jours avant le terme de la cour, instruction au shérif d'assigner les grands jurés et les petits jurés. S. R. (1909), 3454; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Demande au shérif s'il est habile à assigner les jurés.

**52.** Avant de donner instruction au shérif d'assigner les jurés, le greffier de la couronne ou le greffier de la paix doit s'informer du shérif s'il connaît quelque cause légale qui le rend inhabile à les assigner.

Liste des causes qui doit accompagner la demande.

Avec cette demande ledit greffier doit transmettre au shérif une liste de toutes les causes qui seront mises en jugement, indiquant les noms des accusés et des poursuivants privés ou des parties lésées.

Avis au procureur général, etc.; ordre au grand constable.

Si le shérif admet quelques motifs qui peuvent le rendre inhabile, le greffier de la couronne ou le greffier de la paix doit immédiatement en donner avis au procureur général, et, sur application du représentant de la couronne spécialement autorisé, tout juge qui peut tenir la cour ou présider le tribunal devant lequel les jurés doivent être assignés, doit ordonner que le mandat d'assignation des jurés soit adressé et confié pour son exécution au grand constable du district. S. R. (1909), 3455; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Si le grand constable est inhabile.

**53.** Si le grand constable est aussi légalement inhabile à agir à la place du shérif pour l'assignation des jurés, inhabilité qui doit être constatée et portée de la même manière à la connaissance du procureur général, alors le juge, sur semblable application, ordonne que le mandat d'assignation soit adressé et confié

pour son exécution à une personne compétente. S. R. (1909), 3456; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

**54.** Le mode de la confection des tableaux et de l'assignation des jurés par le shérif dans les causes criminelles, tel qu'il est prescrit dans la présente loi, doit être observé et suivi par les grands constables ou les personnes chargées de cette fonction, selon le cas. Mode de procéder des grands constable, etc.

A cet effet, ils ont, durant les heures de bureau, libre accès aux registres et à la liste des jurés dans le bureau du shérif du district. Accès aux registres.

Tout grand constable ou toute personne qui, d'après tel ordre, agit aux lieu et place du shérif, possède tous les pouvoirs et est soumis à toutes les obligations qui se rapportent, en quelque manière que ce soit, à la confection et à la préparation des tableaux et à l'assignation des jurés y mentionnés, ainsi qu'aux demandes d'exemption et au rapport des tableaux, tels qu'ils sont définis dans la présente loi ou inhérents à la fonction de shérif d'un district, quant à ce qui concerne les jurés assignés par lui en vertu d'un mandat semblable. S. R. (1909), 3457; 15 Geo. V, c. 51, s. 1. Pouvoirs du grand constable, etc.

**55.** Les honoraires et déboursés du grand constable ou des autres personnes sont les mêmes que ceux accordés au shérif pour des fonctions analogues en vertu de l'article 60. S. R. (1909), 3458; 15 Geo. V, c. 51, s. 1. Honoraires et déboursés.

**56.** Pendant un terme ou l'ajournement d'un terme de la Cour du banc du roi, siégeant en première instance en matière criminelle, le greffier de la couronne peut, sur l'autorisation du procureur général, donner, au moins dix jours d'avance, instruction au shérif d'assigner un nouveau tableau de grands jurés. S. R. (1909), 3459; 15 Geo. V, c. 51, s. 1. Assignation d'un nouveau tableau de grands jurés.

**57.** Aussitôt après avoir reçu instruction d'assigner les grands jurés et les petits jurés, le shérif prépare une sommation pour chacun des jurés dont le nom se trouve au tableau et dont la présence est requise. Devoirs du shérif après avoir reçu instruction d'assigner les jurés.

L'assignation des jurés peut être faite par tout huissier de la Cour supérieure ou par toute personne majeure sachant lire et écrire, et la signification en est constatée par un certificat mentionnant si elle a été faite personnellement ou en parlant à une personne raisonnable de la famille, le nom du juré, le jour, l'heure, Par qui l'assignation est faite.

et le lieu de l'assignation, ainsi que la distance nécessairement parcourue pour faire cette signification.

Assignation  
des commis  
voyageurs,  
etc.

Les personnes employées comme commis voyageurs ou comme bucherons, contracteurs ou contremaîtres dans la forêt ne sont considérées légalement assignées qu'en autant qu'elles l'ont été personnellement. S. R. (1909), 3460; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Certificat  
d'assignation.

**58.** Le certificat du shérif ou de l'huissier est fait sous leur serment d'office; et celui fait par toute autre personne est attesté sous serment devant un juge de paix, le shérif ou son député.

Si l'assigna-  
tion ne peut  
être faite.

Dans le cas où l'assignation n'a pu être faite, soit parce que la personne dont la présence est requise comme juré est décédée, ou ne réside plus dans les limites de la municipalité, ou n'a pu être trouvée, les faits sont mentionnés dans le certificat d'assignation. S. R. (1909), 3461; 15 Geo. V, c. 51 s. 1.

Assignation  
par le shérif:  
Pour l'ouver-  
ture du ter-  
me;

**59.** Le shérif est tenu:

1° Lorsque les jurés doivent être assignés pour l'ouverture d'un terme:

- a) De faire assigner les jurés et les jurés supplémentaires du tableau qu'il a dressé suivant l'article 45, au moins quatorze jours avant la date fixée pour leur comparution; et
- b) De faire assigner les jurés additionnels ajoutés au tableau, conformément aux dispositions de l'article 63, six jours au moins avant la date fixée pour leur comparution;

Durant le  
terme;

2° Lorsque les jurés doivent être assignés pendant un terme:

- a) De faire assigner les jurés mentionnés au tableau, six jours avant la date où ils sont appelés à comparaître devant le tribunal; et
- b) De faire assigner les jurés additionnels ajoutés au tableau, au moins quarante-huit heures avant la date où ils sont appelés à comparaître;

Dans les cas  
spéciaux.

3° Dans le cas de l'article 46, de les faire assigner conformément au sous-paragraphe b du paragraphe 2° du présent article. S. R. (1909), 3462; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Frais d'assi-  
gnation.

**60.** Il est accordé un honoraire de cinquante centins pour chaque assignation de juré, et trente-cinq centins par mille nécessairement parcouru pour effectuer l'assignation, mais il n'est rien accordé pour revenir.

Par qui payés.

Cet honoraire est payé par le shérif à même le fonds des bâtisses et des jurés. S. R. (1909), 3463; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.



**61.** Toute assignation faite à un juré pour requérir ses services comme tel, doit contenir un avis par lequel il est informé que, dans le cas où il se proposerait de réclamer le bénéfice d'exemption en vertu de l'article 8, il doit, dans les trois jours juridiques de la signification de la sommation, fournir au shérif une demande écrite suivant la formule 3, attestée sous serment devant un juge de paix, ou devant lui ou son député, exposant les raisons qui lui font réclamer cette exemption; et, si tel juré néglige de ce faire, le bénéfice d'exemption lui est refusé. S. R. (1909), 3464; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Avis que doit contenir l'assignation.

Demande d'exemption.

**62.** Tout juré dûment assigné doit comparaître et aucun juré n'est exempté pour autres causes que celles mentionnées dans l'article 8; cependant le tribunal ou le juge peut, si l'intérêt public le permet, accorder l'exemption sur demande écrite attestée sous serment contenant les causes d'exemption et les raisons pour lesquelles elle n'a pas été réclamée dans les délais ci-dessus mentionnés.

Exemption spéciale par le juge.

De même, lorsque deux ou plusieurs membres d'une société commerciale ont été assignés à servir comme jurés, le tribunal ou le juge, peut, à sa discrétion, exempter les membres de cette société, à l'exception d'un seul, bien qu'aucun avis n'ait été donné de l'intention de réclamer le bénéfice d'exemption. S. R. (1909), 3465; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Idem, dans le cas de sociétés commerciales.

**63.** Aussitôt après l'expiration du délai pour la réception des demandes d'exemption, le shérif doit établir le nombre des demandes reçues et le nombre des personnes qui n'ont pu être assignées.

Nombre des demandes d'exemption, etc.

Si, en retranchant ce total du nombre des jurés inscrits sur les tableaux, la balance est moindre que le nombre des jurés requis en vertu de l'article 45, à part les jurés supplémentaires, le shérif doit ajouter aux tableaux un nombre de jurés additionnels suffisants pour compléter le nombre des jurés mentionnés audit article.

Jurés additionnels.

L'assignation de ces jurés additionnels doit être faite de la même manière que s'ils eussent originairement fait partie des tableaux. S. R. (1909), 3466; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Assignation de ces jurés additionnels.

**64.** Toutes les dispositions ci-dessus mentionnées, quant à l'avis à donner aux jurés concernant le bénéfice d'exemption, à la manière de demander l'exemption, à la nullité des réclamations d'exemption faites sans qu'il ait été préalablement délivré d'affidavit, et aussi, quant

Dispositions applicables aux jurés ajoutés au tableau.

à l'assignation des jurés additionnels appelés à remplacer ceux qui n'ont pu être assignés, ou qui ont transmis un affidavit à l'appui de leur réclamation d'exemption, s'appliquent aux jurés ainsi ajoutés aux tableaux, de la même manière et au même degré qu'aux jurés inscrits originellement sur ces tableaux. S. R. (1909), 3467; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Formalités exigées avant de rapporter les tableaux au tribunal.

**65.** Le shérif, avant de rapporter les tableaux au tribunal, doit y mentionner toute demande d'exemption produite, en regard du nom du juré qui l'a faite, ainsi que les raisons données par le juré à l'appui de sa réclamation. S. R. (1909), 3468; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Rapport des tableaux et des opérations du shérif.

**66.** Le shérif doit rapporter au tribunal les tableaux qu'il a préparés, avec toutes les additions qu'il y a faites, et doit faire, en même temps, rapport de ses opérations, y compris les certificats ou essais d'assignation des personnes dont les noms se trouvent sur ces tableaux et dans ces additions. S. R. (1909), 3468*a*; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Renvoi du surplus des jurés.

**67.** Lorsque, par suite du rejet des réclamations de bénéfice d'exemption ou pour toute autre cause, il reste plus de douze grands jurés présents et plus de quarante ou soixante petits jurés présents, selon le cas, le tribunal peut renvoyer le surplus.

Comment est formé le surplus.

Ce surplus est pris des noms ajoutés au tableau, en commençant par le dernier nom, à moins que, par un ordre spécial, le tribunal n'en décide autrement; mais ces jurés ainsi renvoyés sont considérés comme ayant servi pendant le terme de la cour pour lequel ils avaient été assignés. S. R. (1909), 3468*b*; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Assignation de tableaux supplémentaires.

**68.** Si, avant ou pendant un terme de la Cour du banc du roi ou de la Cour des sessions générales de la paix, il appert que le nombre des causes à instruire requiert un ou plusieurs tableaux supplémentaires de petits jurés, le tribunal ou un juge du tribunal peut, sur la demande du représentant de la couronne, ordonner au shérif d'en assigner un ou plusieurs, selon le cas, et rendre une ordonnance semblable chaque fois que pareille demande lui est faite, s'il le croit dans l'intérêt de la justice.

Nombre de jurés assignés.

Chaque tableau supplémentaire de petits jurés doit porter le même nombre de jurés que le premier tableau, et il est assigné de la même manière que celui-ci, pour le jour que le tribunal ou le juge a fixé.

Les jurés d'un tableau supplémentaire sont tenus de comparaître au jour pour lequel ils ont été assignés. Date de la comparution.  
S. R. (1909), 3468c; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

**69.** A moins que le tribunal ne le libère plus tôt, tout juré est tenu de servir comme tel jusqu'à la fin du terme pour lequel il a été assigné. Devoir des jurés.  
S. R. (1909) 3468d; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

## § 2.—De l'assignation des jurés dans les affaires civiles

**70.** L'assignation et les autres procédures se rapportant au jury en matière civile sont réglées par les articles 430 et suivants du Code de procédure civile. Assignation des jurés en matière civile.  
S. R. (1909), 3468e; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

## SECTION VI

### DE L'INDEMNITÉ DES JURÉS

**71. 1.** Quiconque est appelé à servir comme grand ou petit juré reçoit cinq dollars pour chaque jour qu'il sera nécessairement absent de son domicile pour comparaître devant le tribunal. Indemnité des jurés.

2. S'il est domicilié ailleurs que dans la localité où siège le tribunal ou ailleurs que dans les localités ajoutées à cette dernière par arrêté ministériel, il reçoit en outre: Frais de voyage et de pension.

a) Trois dollars par jour pour ses frais d'hôtellerie et de pension;

b) Ses frais de transport, aller et retour, par le mode de transport le moins dispendieux.

3. Cependant le tribunal peut libérer les jurés qui ne forment pas partie d'un jury et il peut leur ordonner de retourner à leur domicile pendant la durée de leur libération, et, dans ce cas, les jurés ainsi libérés reçoivent leurs frais de transport, aller et retour, aux lieu et place de l'indemnité et des frais d'hôtellerie et de pension. Frais des jurés libérés.

4. Cette indemnité et ces frais sont payées par le shérif sur le certificat du greffier de la paix ou du greffier de la couronne, suivant le cas. Paiement.

5. Le juré qui est exempté par le tribunal pour la durée d'un terme de la Cour du banc du roi n'a droit à aucun remboursement pour indemnité, frais d'hôtellerie, de pension ou de transport, à moins que le tribunal n'en ordonne autrement lorsqu'il accorde la demande d'exemption. Aucune indemnité aux jurés exemptés. Exceptions.

6. Le district électoral de Gaspé et celui de Bonaventure sont, chacun, considérés comme un district judiciaire pour les fins du présent article. Gaspé et Bonaventure.  
S. R. (1909), 3468f; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

## SECTION VII

## DES PÉNALITÉS

Amendes  
pour infrac-  
tions.

**72.** Tout officier spécial, shérif, protonotaire, greffier de la paix ou greffier de la couronne qui, par négligence ou volontairement, enfreint quelque une des dispositions de la présente loi, encourt, pour la première infraction, une amende de pas plus de soixante dollars, ni moindre de quarante dollars; pour la deuxième infraction, une amende de pas plus de quatre-vingts dollars, ni moindre de soixante dollars; et, pour la troisième ou toute infraction subséquente, une amende de pas plus de deux cents dollars, ni moindre de cent dollars. S. R. (1909), 3468g; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Amendes con-  
tre les jurés  
qui refusent  
de comparaître.

**73.** Toute personne assignée comme juré, en vertu de la présente loi, qui refuse ou néglige de comparaître conformément à l'assignation, sans en donner d'excuse valable, ou sans juste cause, outre qu'elle n'a pas droit d'être payée, encourt pour chaque semblable infraction, une amende de cinq dollars mais n'excédant pas en totalité cinquante dollars, pour toutes les infractions de cette nature commises pendant le terme d'une cour.

Leur  
imposition.

Ces amendes sont imposées par le tribunal, séance tenante. S. R. (1909), 3468h; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Amendes  
contre greffiers et secrétaires qui refusent de transmettre au shérif les extraits, etc., requis.

**74.** Tout greffier ou secrétaire-trésorier d'une municipalité qui néglige, après un avis de six jours, de transmettre à l'officier spécial un extrait ou une liste supplémentaire que la présente loi requiert de lui, ou qui ne se conforme pas aux autres dispositions de la présente loi, est sujet à une amende de vingt dollars, et à une amende additionnelle de cinq dollars pour chaque jour après la signification qui lui est faite d'une dénonciation ou plainte au sujet de cette négligence et durant lequel il continue d'être en défaut. S. R. (1909), 3468i; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Attribution  
des amendes.

**75.** Les amendes imposées par la présente loi appartiennent au fonds des bâtisses et des jurés du district dans lequel l'infraction a été commise.

Recouvrement des amendes.

Elles sont recouvrées en vertu d'une règle ou d'un ordre du tribunal par le grand constable ou un huissier du district, sur les meubles et effets de la personne condamnée, de la manière voulue par les dispositions du Code de procédure civile pour l'exécution des effets mobiliers. S. R. (1909), 3468j; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

**76.** Sur rapport du grand constable ou de l'huissier chargé de l'exécution de la règle ou de l'ordre, que la personne contre qui il a été procédé, en vertu des articles 73, 74 et 75, n'a pas de meubles et effets, ou que ces meubles et effets n'ont pas été suffisants pour satisfaire cette exécution, un mandat d'emprisonnement peut être émis contre cette personne, qui est incarcérée pour une période n'excédant pas quinze jours, à la discrétion du tribunal, qui a le droit de diminuer ou de remettre l'amende ou de faire cesser l'emprisonnement en tout temps. S. R. (1909), 3468k; 15 Geo. V, c. 51, s. 1.

Emprisonnement à défaut de meubles suffisants pour satisfaire au jugement.

**77.** Les dispositions de toute loi générale ou spéciale incompatibles avec celles de la présente loi sont modifiées de façon à concorder avec ces dernières. 15 Geo. V, c. 51, s. 4.

Dispositions modifiées.

## FORMULES

### 1.—(Article 16)

#### *Extrait du rôle d'évaluation*

EXTRAIT du rôle d'évaluation en vigueur dans la municipalité de \_\_\_\_\_, pour l'année \_\_\_\_\_, donnant les noms de toutes les personnes portées sur ce rôle qui résident dans la municipalité et dont l'évaluation municipale des immeubles possédés ou occupés par elles leur permet d'agir comme jurés.

Prénoms et nom en toutes lettres	État, profession ou métier	Rang, concession, ou rue et quartier	Propriétaire, montant de l'évaluation municipale	Occupant ou locataire, montant de l'évaluation municipale	Langue officielle parlée couramment

Je soussigné, secrétaire-trésorier de la municipalité de \_\_\_\_\_, certifie, sous mon serment d'office, que l'extrait ci-dessus contient les noms de toutes les

personnes du sexe masculin inscrites sur le rôle d'évaluation de la municipalité de \_\_\_\_\_ comme propriétaires, locataires ou occupants d'immeubles de la valeur mentionnée à l'article 6 de la Loi des jurés, chapitre 150 des Statuts refondus de Québec, 1925.

Je certifie de plus que j'ai indiqué, au meilleur de ma connaissance, les personnes inhabiles à agir comme jurés ou exemptes de servir comme tels, ainsi que les raisons d'inhabilité ou d'exemption de ces personnes.

(Signature.)

secrétaire-trésorier.

S. R. (1909), 3468; 15 Geo. V, c. 51, formule A.

2.—(Article 17)

Liste supplémentaire requise pour la revision de la liste des jurés du district de  
Municipalité de  
Liste des noms de toutes les personnes dont l'évaluation municipale leur permet d'agir comme jurés  
ajoutés au rôle d'évaluation de la municipalité.

Prénoms et nom en toutes lettres	État, profession ou métier	Rang, concession, ou rue et quar- tier	Propriétaire, montant de l'évaluation municipale	Occupant ou locataire, montant de l'évalua- tion municipale	Langue officielle parlée couram- ment

Liste des noms de toutes les personnes qui, depuis la transmission du dernier extrait ou de la liste  
supplémentaire précédente, sont devenues inhabiles à servir comme jurés ou exemptes de servir  
comme tels ainsi que des noms retranchés du rôle d'évaluation.

Prénoms et nom en toutes lettres	État, profession ou métier	Rang, concession, ou rue et quartier	Détails

Je soussigné, \_\_\_\_\_, secrétaire-trésorier de la municipalité de \_\_\_\_\_,  
certifie, sous mon serment d'office, que je crois à l'exactitude des renseignements  
contenus dans la liste supplémentaire ci-dessus.

S. R. (1909), 3468; 15 Geo. V, c. 51, formule B.

Secrétaire-trésorier  
de la municipalité de \_\_\_\_\_.

## 3.—(Article 61)

*Demande pour exemption*

Je soussigné étant dûment assermenté, déclare que  
 je suis âgé de plus de 65 ans (*ou autre raison énoncée  
 au long, suivant le cas*), et en conséquence, je demande  
 d'être exempté de servir comme juré pen-  
 dant le terme de la Cour du banc du roi.

Assermenté devant moi,			} (Signature.)
à		du	
ce	jour		
mois de		19	
	(Signature.)		
	(Qualité.)		

15 Geo. V, c. 51, formule C.